

# GRÈVES DE FEMMES, GRÈVES POUR LES FEMMES ?

Hedwige PEEMANS-POULLET

En cette année, l'exceptionnelle grève des ouvrières de la FN est, à juste titre, abondamment célébrée. L'explosion de leur colère, forte et longue, contagieuse et diffusée à travers le monde en plusieurs langues, a été magnifiquement célébrée grâce à l'exposition « Femmes en colère » récemment tenue à Herstal et au colloque qui y était associé. Exceptionnelle, elle l'était à coup sûr, mais pas unique. Les résultats obtenus n'étaient ni suffisants ni définitifs : une nouvelle grève a repris à la FN en 1974.

Cette grève mémorable ne doit pas nous obnubiler au point de nous distraire de toutes les grèves de femmes qui ont précédé et suivi celle-ci.

Les grèves de femmes, c'est un pan de notre histoire sociale à peine ébauché<sup>1</sup>. Fouiller les archives des organisations syndicales, dépouiller la presse dominante et surtout militante, récolter les souvenirs, scruter les documents administratifs, sans oublier les travaux scientifiques : il y a du pain sur la planche<sup>2</sup>. D'autant plus que chacune de ces sources souffre de biais systématiques qui entravent les références aux actions des femmes (statistiques non sexuées, attitudes condescendantes, points de vue masculins, sous-estimations, préséance de la recherche sur les industries lourdes masculinisées). Une typologie critique de ces grèves de femmes serait bienvenue. Quelles en sont les causes latentes mais aussi immédiates et décisives ; quels sont les moyens mis en œuvre ; de quelles formes de soutien ont bénéficié les grévistes sans oublier leurs revendications, les transactions, les résultats obtenus, la publicité faite autour de leurs actions...

Le contexte chronologique reste central. Dans cet article, nous avons précisément choisi de comparer les grèves de femmes pour deux périodes distinctes. La première période s'étend de la création de syndicats de femmes jusqu'à l'absorption de ceux-ci par les confédérations, respectivement chrétienne et socialiste, vers la fin des années 1920. La seconde couvre une bonne quinzaine d'années à partir de la crise des années 1970, et rassemble un ensemble de grèves dont le profil semble, malgré tout, assez différent de celui de la grève de 1966 à la FN.

## Première période : grèves de femmes à l'époque des syndicats de femmes

La grève des 2000 ouvrières du *Peigné*, à Verviers  
(9 décembre 1922 - 2 mai 1923)

Il s'agit une grève qui marque le point culminant d'une série de débrayages qui, depuis une trentaine d'années, agitaient l'industrie du tissage de la laine à Verviers<sup>3</sup>. Elle s'inscrit dans le contexte difficile des efforts initiés par les organisations syndicales (socialistes) pour centraliser les organisations ouvrières de Verviers<sup>4</sup>. Les patrons du textile se sont ligüés en Fédération de l'Industrie Textile et peuvent ainsi se permettre de répondre aux grèves par des lock-outs.

Depuis 1893, ce patronat veut instaurer le tissage à deux métiers<sup>5</sup> ce qui provoque une succession de grèves partielles et générales (1895, 1896, 1904,...) suivies de diverses formes de conciliations sociales. L'insatisfaction face aux résultats obtenus entraîne une désaffection à l'égard des organisations ouvrières. Alors, le militant Jean Roggeman entreprend de relancer le mouvement syndical en se basant sur un principe de « neutralité » (pas de lien entre syndicat et parti) et d'un ancrage à partir des « syndicats d'usine » (regroupements par métiers).

À cette époque, l'industrie de la laine occupe plus de 75% de tous les ouvriers de l'agglomération verviétoise. Elle comporte un certain nombre de syndicats dont ceux des filatures de la laine cardée et de la laine peignée. Dans la Fédération de la Laine peignée de Verviers (le *Peigné*), les femmes représentent la majorité des ouvriers et plus de 60% des syndiqués. Deux autres organisations professionnelles du textile sont composées exclusivement de femmes : l'Association des nettoyeuses et rentreuses, et le Syndicat des noueuses.

En 1906, une succession de conflits importants<sup>6</sup> avait entraîné, pendant plusieurs semaines, le lock-out de toute l'industrie textile de Verviers<sup>7</sup>. La Convention qui avait mis fin à ce lock-out avait été signée par le Comité de défense créé pour représenter toutes les organisations ouvrières « lock-outées »...

Mais, des mécontentements se manifestent bientôt. Notamment celui du syndicat du *Peigné*, rassemblant les fileurs et rattacheurs de la laine peignée<sup>8</sup>, qui estime avoir été « mis sur le pavé » alors qu'il n'était nullement impliqué dans ces conflits ni intéressé par les résultats. En effet, avant le lock-out il avait obtenu des conditions de travail et de rémunérations plus favorables que celles figurant dans la Convention collective en question. En outre, au cours du lock-out, le *Peigné* a perdu la moitié de son avoir accumulé depuis dix ans... Il décide donc, unilatéralement, de reprendre le travail seulement lorsque « nos patrons se seront engagés formellement à maintenir intégralement les situations acquises avant le lock-out par les différents syndicats du *Peigné* ». Cette décision du *Peigné* est très mal vécue par les autres organisations ouvrières signataires de la Convention et par le patronat, qui déclare ne plus pouvoir

se fier aux décisions prises en commun et menace de retourner au lock-out. Soulignons que tous les délégués ayant participé au Comité de défense étaient des hommes, y compris celui du *Peigné*, dont la grande majorité des ouvriers et des syndiqués étaient cependant des femmes. Après d'âpres discussions entre le *Peigné* et les autres organisations syndicales du textile, la majorité (67%) de l'ensemble des travailleurs du *Peigné* a fini par accepter le texte de la Convention et décidé de reprendre le travail.

Après la guerre de 1914-1918, deux Conventions temporaires de 6 mois, ont permis aux organisations syndicales et patronales du textile de se mettre rapidement d'accord pour une reprise du travail sur la base de conditions de travail et de rémunérations pour chaque catégorie de travailleurs.

Mais en 1920, le *Peigné* manifeste à nouveau des réserves face à ces Conventions collectives. Il estime que chaque syndicat doit pouvoir rester libre de profiter de certains moments de prospérité industrielle pour faire triompher ses revendications. Ne parvenant pas à trouver un accord, le *Peigné* quitte la Fédération ouvrière du textile. C'est un coup dur pour la Commission syndicale qui s'efforçait de rassembler sous sa houlette toutes les organisations ouvrières d'un même secteur. Les commentaires grinçants publiés dans *Le Mouvement Syndical Belge*, organe officiel de la Commission Syndicale<sup>9</sup>, en font preuve.

C'est que la situation sociale et économique du *Peigné* est, à ce moment, très favorable. Il compte 12 filatures et peignages (3 patrons et 9 sociétés anonymes) occupant 4.000 ouvriers et ouvrières.

En août 1921, la Fédération patronale, s'adressant séparément au *Peigné* et à la Fédération ouvrière du textile, propose de réduire les salaires de 19,32% sous prétexte que le nombre-indice<sup>10</sup> est en baisse et que la concurrence belge et étrangère l'y oblige. La Fédération ouvrière exige le maintien des salaires mais s'engage à consulter une Commission paritaire dès la première baisse du nombre-indice. De son côté, le *Peigné* refuse. L'index était à ce moment à 379 points et le *Peigné* annonce que si l'index retombe à 350 points, les salaires pourront être réduits de 10%. Le patronat refuse. Le *Peigné* déclenche une grève de ses 4.000 membres qui dure quatre semaines. Finalement après concertation à la Commission paritaire, un compromis est adopté. Les salaires sont maintenus ; une commission mixte se réunira quand l'index aura marqué deux baisses successives. Or, en vertu d'un accord passé en 1920, la Fédération ouvrière du textile peut bénéficier de l'accord plus favorable obtenu, une fois encore, par le *Peigné*.

Peu après, à part le *Peigné* dont les entreprises restaient très prospères, les autres industries du textile subissaient une crise provoquant un chômage important. C'est alors que la Fédération patronale propose de faire trois équipes dans les industries du *Peigné* et d'y engager 300 à 400 des chômeurs des autres secteurs de la laine. Le *Peigné* accepte le principe et engage une discussion avec la Fédération ouvrière du textile. Celle-ci envoie ensuite au patronat ses propres conditions auxquelles cette troisième équipe pourrait être organisée. Le patronat n'accepte pas ces conditions, – il n'y aura donc pas de 3<sup>e</sup> équipe – et il décide de supprimer le subside qu'il versait aux caisses de chômage de la Fédération ouvrière du textile<sup>11</sup>.

En 1922, l'industrie du *Peigné* est plus prospère que jamais. Au mois d'octobre, le syndicat du *Peigné* demande donc une augmentation

de salaire de 10 à 15% pour celles de ses ouvrières ( $\pm$  2000) qui sont payées à la journée et dont le salaire est inférieur à 100 francs par semaine. Le patronat refuse toute augmentation de salaire qui ne serait pas liée à une augmentation vérifiable de la productivité (travail à la pièce ou travail à primes). Le 9 décembre, les ouvrières à la journée se mettent spontanément en grève, sans même attendre l'avis de leur syndicat. Huit jours plus tard, les 2.000 hommes des filatures du *Peigné* sont en chômage (technique) involontaire. Le *Peigné* accorde des indemnités de grève à ses ouvrières mais le Fonds National de Crise<sup>12</sup> refuse d'accorder des allocations de chômage aux ouvriers de ces filatures estimant qu'ils sont solidaires de la cause des femmes. Les conciliations à tous les niveaux n'ayant rien donné, le patronat lance ses menaces de lock-out progressif qui devient total à partir du 22 janvier 1923. Cette fois les 12.000 ouvriers de la Fédération ouvrière du textile sont également lock-outés et le Fonds National de Crise, les considérant comme victimes du lock-out, leur reconnaît le droit aux allocations de chômage (État, communes, provinces...). Le *Peigné* réunit ses affiliés, tant les grévistes que les chômeurs : tous ont refusé de reprendre le travail. La tension entre les organisations syndicales est de plus en plus vive. La Fédération ouvrière du textile reconnaît que la revendication des 2.000 ouvrières du *Peigné* est légitime et elle soutient leur refus de la rémunération à la pièce mais elle s'en prend vivement à l'autonomie du *Peigné*<sup>13</sup> : « 16.000 travailleurs sont jetés sur le pavé [...] à la suite d'une grève de 2.000 femmes du *Peigné*, dont le salaire est inférieur à 100 frs par semaine ». Elle considère que le *Peigné*, groupement certes puissant, s'est illusionné sur la force de résistance du patronat et qu'il a cru obtenir gain de cause grâce à la conjoncture qui lui était favorable : « Le *Peigné*, vivant seul dans sa tour d'ivoire, dédaignant l'avis des 12.000 hommes que le patronat avait lock-outés [...] a joué avec la vie des organisations verviétoises et gravement compromis la sienne ! »<sup>14</sup>

La grève des ouvrières du *Peigné* prit fin le 2 mai 1923. Lors d'un premier vote des grévistes, la poursuite de la grève obtint une majorité des voix mais pas les deux tiers requis ; lors d'un second vote de tous les syndiqués du *Peigné*, 46,2% se prononcèrent pour la reprise du travail et 45,6% contre<sup>15</sup>.

La leçon du conflit n'est pas celle que décrit méchamment un responsable de la Fédération ouvrière du textile. Non, le *Peigné* n'a pas « mordu la poussière ». Certes, il a fait des concessions sur la question de l'augmentation de la productivité mais une petite augmentation de salaire est octroyée en avance sur l'augmentation de la production escomptée. Non, le *Peigné* ne renoncera pas à son autonomie. À la fin des années 1920, l'industrie lainière de Verviers connaîtra une période très difficile<sup>16</sup> où il apparaît que les tensions entre les organisations syndicales sont toujours très vives.

Les leçons des grèves du *Peigné* sont importantes pour l'histoire du travail des femmes. Tout d'abord, elles permettent de réfuter le discours dominant, passé et toujours présent, sur les syndicats de femmes. Les femmes sont lucides sur leurs propres intérêts, elles gèrent bien leurs revendications, elles administrent bien leurs caisses syndicales, elles maîtrisent parfaitement l'organisation d'un préavis, d'une grève prévue ou spontanée. Oui, elles ont les moyens de payer les cotisations syndicales et de financer leurs grèves. Oui, elles peuvent se montrer solidaires des autres organisations (si ingrates soient celles-ci !) au point d'accepter une organisation en trois équipes qui permettrait d'accueillir plusieurs centaines de chômeurs provenant des autres filatures... Oui, elles

s'appuient sur les performances de leur branche (la laine peignée) pour obtenir des avancées sociales que les autres organisations syndicales exigent ensuite d'obtenir pour elles-mêmes...

Le dénigrement empreint de jalousie et de sexisme dont est victime le *Peigné* est tout à fait comparable aux dénigrements dont étaient victimes les mutualités de femmes avant leur absorption par les fédérations de mutualités<sup>17</sup>. Il permet d'éclairer sous un jour nouveau ce qui, entre les deux guerres, a conduit les fédérations syndicales à vouloir absorber les syndicats de femmes...

L'encadré ci-après montre le décalage manifeste entre les réflexions d'un « scientifique » sur les syndicats de femmes et la réalité que nous venons de présenter à propos du *Peigné*.

Hedwige Peemans-Poullet,  
Historienne

- 1 Voir les travaux pionniers de Marie-Thérèse COENEN, dont le *Syndicalisme au féminin*, tome 1, 1830-1940, éd. revue et augmentée, CARHOP, Bruxelles, 2008.
- 2 Dans sa thèse de doctorat sur l'histoire des grèves, Michelle PERROT décrit la complexité de ce travail de recherche des sources : *Les ouvriers en grève (France, 1871-1890)*, Mouton 1974, 2<sup>e</sup> éd., Éditions de l'EHESS, 2001 qui n'était pas encore marquée par une problématique de « genre ». Elle approchera cette question [en s'appuyant sur une relecture de Madeleine GUILBERT, *Les femmes et l'organisation syndicale avant 1914*] dans « Les insoumises », dans *Les femmes ou les silences de l'histoire*, rééd. Flammarion, 2001.
- 3 Dans le volume VI de la publication ministérielle [Office du Travail] sur les industries à domicile en Belgique, figure une description de toutes les professions impliquées dans cette production industrielle. Albert THONNAR, *L'industrie du tissage de la laine dans le pays de Verviers et dans le Brabant wallon, Les Industries à domicile en Belgique*, t. VI, p. 1-180, Bruxelles, 1904.
- 4 Sur le mouvement de centralisation syndicale, en général, voir Jean NEUVILLE, « Une génération syndicale », *Études sociales*, n°21-22, Bruxelles, 1959. Pour Verviers en particulier, voir Laurent DECHESNE, *L'Avènement du Régime Syndical à Verviers*, Paris, Larose et Tenin, 1908. Sur le mouvement de centralisation du syndicat chrétien du textile, voir Luc PAUWELS, *Recht en Plicht. Honderd jaar christelijk syndicalisme in de textiel (1886-1986)*, KADOc-Leuven, 1986. [Concerné presque exclusivement l'industrie textile des Flandres]. Quelques pages de l'ouvrage d'Émile VANDERVELDE, *Le Parti Ouvrier Belge, 1885-1925*, L'Églantine, 1925, dont les p. 327-332, sont consacrées à la Fédération textile de Verviers.
- 5 Qui obligerait chaque tisserand à manier deux métiers au lieu d'un.
- 6 Au cours de cette année, survint aussi la grève des prépareuses de l'entreprise La Verviétoise. Une ouvrière prépareuse, qui s'était vue refuser d'utiliser une certaine machine, abandonna le travail. Elle fut suivie par les 130 autres prépareuses ce qui bloqua le travail des 270 fileurs et rattacheurs... Au total un arrêt de travail de 400 personnes...
- 7 Laurent DECHESNE, *L'Avènement du régime syndical à Verviers*, Paris, Larose et Tenin, 1908. Les trois quarts de tous les ouvriers et ouvrières de l'industrie verviétoise sont ainsi privés de travail. Le réseau de solidarité reste mémorable : quelque 3.000 enfants de familles privées de travail sont accueillis dans des familles ouvrières de tout le pays (L. Dechesne, *op. cit.*, p. 290-320).
- 8 Rappel : les femmes représentent plus de 60% des syndiqués du *Peigné*.
- 9 L'ensemble de la publication est consultable en ligne grâce à l'AMSAB.
- 10 Forme antérieure de l'index.
- 11 Soit 25.000 frs de l'époque par mois.

**Voici comment, en 1908, à propos de l'industrie de la lingerie à Bruxelles, Robert Vermaut, avocat et docteur en sciences politiques et sociales, parle des syndicats de femmes :**

« ... Pour le surplus, en fait d'organisation professionnelle des ouvrières lingères, nous sortons à peine du néant. En ces derniers temps, un mouvement syndicaliste s'est ébauché, qui a abouti à la constitution de quelques groupements à Bruxelles, trop peu nombreux, trop récents et encore trop embryonnaires, pour qu'ils aient pu exercer une action perceptible et intervenir d'une manière effective dans les rapports qui unissent le capital et le travail. Inutile donc de nous y arrêter.

Pour que le syndicat soit à même de remplir une fonction utile et nécessaire, il faut qu'il devienne suffisamment fort et riche pour traiter avec le patron sur un pied d'égalité dans la discussion du contrat de travail.

Nombreuses sont les raisons qui expliquent pourquoi les syndicats féminins ont eu et ont encore tant de peine à se former.

Il y a d'abord une raison d'ordre psychologique. Aisément envieuse, naturellement impulsive et mobile, plus prompte à suivre les impressions du moment qu'à obéir aux conseils d'une raison réfléchie, ayant à son service une volonté persévérante, la femme forme une matière réfractaire au syndicat, qui exige, de la part de ses membres, de la solidarité, de l'esprit de suite, de la cohésion et de la discipline.

[...]

Enfin, on ne peut s'empêcher de constater que les partis politiques ont montré moins d'empressement à organiser les ouvrières industrielles qu'à fonder des syndicats d'ouvriers.

[...]

En matière de syndicats féminins, tout ou presque tout reste donc à faire. »

Extrait de *L'Industrie de la Lingerie à Bruxelles* dans « Les industries à domicile en Belgique », Office du Travail, t. IX, 1908, p. 200-201.

- 12 Caisse nationale d'allocations de chômage, qui verse – sous conditions – une allocation d'assistance aux chômeurs en fin de droits (par rapport à leur caisse d'assurance chômage).
- 13 Ces extraits du Mouvement Syndical Belge reflètent la position de la Commission Syndicale à laquelle se rattache la Fédération ouvrière du textile.
- 14 Rappelons que le *Peigné* se plaignait d'avoir perdu la moitié des avoirs de sa caisse de résistance lors du lock-out de 1906, et cette fois, il a dû emprunter afin de pouvoir continuer à indemniser ses grévistes.
- 15 Le total est inférieur à 100 à cause des votes nuls et des absentions.
- 16 Éric GEERKENS, *Une rationalisation autoritaire dans l'industrie textile : Verviers 1934-1936*, ULg, (tiré à part disponible sur internet).
- 17 Hedwige PEEMANS-POULLET, « Histoire d'un pouvoir pris, puis confisqué : l'expérience des mutualités de femmes en Belgique », dans *Femmes et Pouvoirs*, coll. Pensées féministes, Université des Femmes, Bruxelles, 2007, p. 227-241 ; Hedwige PEEMANS-POULLET, *Féminisme et « Welfare States » : qu'en pense l'histoire ?*, texte d'analyse n°13, publication sur le site de l'Université des Femmes, Bruxelles, 2013.